

Perspectives

N°21/226 – 24 juin 2021

Plans de relance nationaux

Allemagne, l'électrochoc budgétaire !

L'Allemagne a élaboré très tôt un plan de relance complet et de grande envergure pour relever le pays de cette crise à la fois sanitaire et économique. Ce plan inscrit un stimulus budgétaire de 130 milliards d'euros (soit 4 points de PIB) au travers de plusieurs mesures visant à accompagner non seulement le redémarrage de l'activité vers une sortie de crise, qui soit la plus robuste et pérenne possible, mais aussi des investissements massifs destinés à s'attaquer aux transformations structurelles qui permettront au pays d'accroître sa croissance potentielle à plus long terme. Ces dépenses, sans précédent (le plan de relance au sortir de la crise financière de 2009 atteignait 50 Mds €), rompent avec l'orthodoxie budgétaire du pays et entament un processus de rattrapage des investissements publics jusqu'ici délaissés. **Ce vaste plan est majoritairement financé par le creusement du déficit public allemand mais bénéficiera toutefois du soutien apporté par le plan de relance européen de nouvelle génération (NGEU) sous forme de subventions à hauteur de 23,6 milliards d'euros d'ici à 2026, soit 3% des sommes allouées par le NGEU.**

Stimuler la demande et accompagner les entreprises jusqu'en sortie de crise

Le premier volet de ce plan représente à lui seul des dépenses avoisinant 60 Mds €, soit 1,8 point de PIB. Il s'agit de mesures ponctuelles visant à stimuler la consommation, longtemps réfrénée par les restrictions sanitaires, mais aussi destinées à épauler les petites et moyennes entreprises, qui constituent le terreau de l'activité allemande. **La plus emblématique des mesures de soutien aux ménages a consisté en une baisse temporaire du taux général de TVA de 19% à 16% et de la TVA réduite de 7% à 5%**, pour une période de six mois. Cette mesure représente à elle seule un effort budgétaire de 20 Mds €. **Une deuxième mesure phare porte sur l'allègement de la facture électrique des ménages et des entreprises** grâce à une subvention venant réduire une surtaxe sur les énergies renouvelables, une disposition qui se chiffre à près de 11 Mds €. Enfin, **plusieurs aides dédiées aux familles, dont un chèque de 300 € par enfant, mais aussi un doublement de l'abattement fiscal pour parents isolés et des aides à la formation des apprentis**, viennent également soutenir le pouvoir d'achat des ménages pour 9 Mds €. Par ailleurs, **une enveloppe supplémentaire de 25 Mds € a été mise en place pour venir en aide aux petites et moyennes entreprises fragilisées financièrement par la crise**. Celles-ci ont bénéficié de subventions temporaires afin de compenser non seulement une partie de leurs frais fixes mais aussi une partie des pertes de chiffre d'affaires subies.

Alléger le fardeau fiscal des Länder et des collectivités locales

La gestion très décentralisée de la politique publique allemande a conduit à de faibles moyens financiers fédéraux alloués à l'investissement au niveau local, produisant ainsi un sous-investissement chronique dans de nombreuses infrastructures. Par ailleurs, la crise a provoqué un manque à gagner fiscal très important pour les municipalités qui risquent de repousser aux calendes grecques tout projet d'investissement. Pour remédier à ce problème, le gouvernement de coalition a inscrit dans le plan une enveloppe dédiée de près de 11 Mds € afin de **soutenir les États fédéraux et les municipalités dans leurs investissements**, en relevant ainsi la contribution fédérale dans les dépenses consacrées aux logements et aux transports publics locaux, mais aussi **en compensant à parts égales avec les Länder**

le manque à gagner sur la taxe professionnelle qu'auraient dû toucher les municipalités en période normale.

Investir dans les technologies d'avenir et préserver le climat

Les investissements technologiques et climatiques constituent un élément essentiel de ce plan de relance. Ils ont pour objectif non seulement de moderniser le pays en accord avec les engagements pris en matière de réduction des émissions de CO₂ mais aussi de jeter les bases d'une transformation industrielle de grande ampleur dans un pays où le secteur industriel concentre plus de 22% de la valeur ajoutée totale. Ce tournant décisif devrait également être suivi par d'autres pays de la zone euro, permettant ainsi le lancement de filières européennes dites « d'avenir » qui se voudront davantage indépendantes des chaînes de valeur mondiales, redessinant ainsi la place de l'Union européenne dans le commerce mondial. Pour se donner les moyens d'atteindre ces objectifs très ambitieux l'Allemagne s'est ainsi dotée d'une enveloppe de 50 Mds €, soit près de 38% des dépenses totales du plan de relance.

Ancrer la transition énergétique et la protection climatique

La priorité est donnée à la politique de lutte contre le réchauffement climatique via un plan de décarbonation de l'industrie passant par un investissement massif de 9 Mds € dans les technologies de l'hydrogène, susceptibles d'aboutir à de nouvelles filières d'exportation. À cette mesure, s'ajoute un plan de rénovation énergétique des bâtiments publics à hauteur de 2 Mds € afin de contribuer plus efficacement à l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone que s'est fixé le pays pour 2045. Enfin, ce volet climatique comporte également le relèvement des plafonds d'extension des énergies solaires et éoliennes afin d'améliorer le mix énergétique et réduire ainsi l'empreinte carbone pour laquelle le pays affiche un certain retard.

Développer rapidement une « mobilité durable »

Les mesures ciblant le développement d'une mobilité dite « durable », passant par la transformation des systèmes de transports au sens large, constituent un levier d'action privilégié par le gouvernement. Elles intègrent le doublement du « bonus écologique » pour l'achat de véhicules électriques pour un montant de 2,2 Mds €, mais aussi des dépenses d'infrastructures de recharge ainsi que des investissements en recherche et développement dans la mobilité électrique et la production de batteries de nouvelle génération pour 2,5 Mds €. À ces mesures prospectives s'ajoute une modernisation des flottes publiques (bus et services de voirie) pour tendre vers une mobilité urbaine non consommatrice d'énergie fossile grâce à des aides avoisinant 1,2 Md €. De plus, la taxation des véhicules à moteur thermique sera davantage soumise à pression pour les véhicules les plus émetteurs de CO₂, incitant ainsi les constructeurs à se tourner plus rapidement que prévu vers la production de véhicules plus respectueux de l'environnement. Enfin, la rénovation du réseau ferroviaire, son extension et son électrification seront accélérées grâce à une hausse des fonds propres de la Deutsche Bahn de 5 Mds €, également actée par le gouvernement.

Accroître les infrastructures numériques et la digitalisation de l'économie

Pour augmenter la productivité mais aussi assurer la sécurité informatique des données et impulser la digitalisation de l'économie allemande, le gouvernement a mis sur la table un plan d'innovation numérique intégrant la mise en place des infrastructures 5G pour un montant de 5 Mds €, et des investissements dédiés à la recherche sur l'intelligence artificielle pour 2 Mds €. Un volet plus important est ensuite consacré à la modernisation des services publics pour près de 10 Mds €. Il englobe à la fois l'automatisation des services publics en ligne, l'amélioration des réseaux numériques dans les établissements scolaires ainsi que la mise à niveau des capacités technologiques du système hospitalier dont la crise sanitaire a mis en lumière les lacunes.

Le plan de relance allemand trace la route de la nouvelle politique industrielle européenne. Avec une main tendue aux autres pays européens pour la rejoindre dans un effort commun afin de redessiner l'avenir du continent, l'Allemagne peut jouer le rôle de catalyseur de l'investissement dans les grands projets d'avenir.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
23/06/2021	<u>L'OBSERVATOIRE financier des Entreprises Agroalimentaires</u>	Agroalimentaires
23/06/2021	<u>Brésil – Beaucoup de taux et d'inflation, un peu plus de croissance</u>	Brésil
23/06/2021	<u>Plans de relance nationaux - France Relance, un plan pour soutenir la croissance dans la durée</u>	France
21/06/2021	<u>Royaume-Uni – Un mois de mai riche en nouvelles "hawkish" outre-Manche</u>	royaume-Uni
21/06/2021	<u>NGEU, le plan de relance européen – Une nouvelle politique économique</u>	Zone euro
18/06/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
16/06/2021	<u>Les insectes : une protéine qui fait mouche</u>	Agri-agro
16/06/2021	<u>Mexique – Un petit revers, d'importantes conséquences</u>	Amérique latine
15/06/2021	<u>États-Unis – L'inflation atteint 5% en mai, de nouveau au-delà des anticipations</u>	États-Unis
14/06/2021	<u>Zone euro – Conjoncture flash : PIB et emploi au T1 2021</u>	Zone euro
11/06/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
11/06/2021	<u>NGEU, le plan de relance européen : comment le dépenser ?</u>	Zone euro
10/06/2021	<u>Asie : les retards de la vaccination inquiètent</u>	Asie
08/06/2021	<u>Europe centrale et orientale, Asie centrale – Échanges commerciaux : le monde de demain sera-t-il favorable aux vieux effets de gravité ?</u>	PECO et Asie centrale
07/06/2021	<u>Brésil et Mexique – Que perçoivent et que disent les banques centrales ?</u>	Amérique latine
07/06/2021	<u>NGEU, le plan de relance européen : endettement commun, si exceptionnel que ça ?</u>	Zone euro
04/06/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
03/06/2021	<u>Les alques, pour un avenir plus vert !</u>	Agri-agro
02/06/2021	<u>Colombie – La petite goutte d'eau qui fait déborder un vase déjà très plein</u>	Amérique latine
01/06/2021	<u>NGEU, le plan de relance européen : un accord historique et une crise mise à profit</u>	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier, Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.